

Sarkozy, Hollande, Macron: ce que racontent les lettres au président

En analysant les courriers reçus par Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, les sociologues et politistes Michel Offerlé et Julien Fretel font coup double : questionner la figure présidentielle mais aussi donner à voir des écritures et des vies ordinaires.

Mathilde Goanec

Pour la première fois, des chercheurs ont pu fouiller dans le bac à courrier du président de la République. Le sociologue Michel Offerlé (il vient de publier *Ce qu'un patron peut faire* chez Gallimard) et le politiste Julien Fretel (qui a notamment codirigé *L'Entreprise Macron*, aux Presses universitaires de Grenoble) ont eu accès au service de la correspondance présidentielle, installé au palais de l'Alma, annexe de l'Élysée, et analysé des milliers de lettres envoyées à François Hollande, mais aussi Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Leur ouvrage, *Écrire au président. Enquête sur le guichet de l'Élysée*, a été publié à La Découverte en novembre 2021.

Près d'un million de lettres sont adressées en moyenne, par courrier ou par mail, au chef de l'État au cours de son mandat. Cartes postales, dessins d'enfants, lettres écrites sur feuilles volantes pour décrire par le menu ses ennuis, courriers pleins de rage ou d'admiration, lettres respectueuses envoyées par des artistes, des élus, des sympathisants...

Ces missives sont triées selon trois grandes catégories par le service du courrier : les lettres d'opinion, dont certaines sélectionnées remonteront dans un classeur au président, les « *requêtes désespérées* », traitées et orientées vers les services administratifs compétents assorties d'une réponse type, et, enfin, les « *lettres réservées* », signées par des personnalités. Toutes sont donc « *préalablement soupesées, transformées en chiffres, en graphiques et en tableaux* », nous rappellent les auteurs.



Julien Fretel et Michel Offerlé, coauteurs du livre « Écrire au président, enquête sur le guichet de l'Élysée », publié en novembre 2021. © Sébastien Calvet / Mediapart

Elles permettent au président, pour peu que la question sociale soit considérée comme politique, de prendre le pouls de la population. Michel Offerlé et Julien Fretel ont ainsi décelé, dans la correspondance envoyée à François Hollande et Emmanuel Macron, à quel point les revendications autour de la mobilité, de la vie chère et de la dignité étaient nombreuses, signaux faibles et épistolaires de la mobilisation des « gilets jaunes ».

Au-delà du vote et de la crise de la représentation, ces courriers racontent enfin à quel point le politique, et même la figure parfois honnie du président, restent un recours quand « l'État concret » ne tient pas ses promesses.

Par les courriers qui sont adressés au chef d'État, ce livre dit beaucoup de choses sur la fonction présidentielle, le rapport au politique, au pouvoir. Le président y apparaît tout-puissant, mis sur un piédestal par des citoyens ordinaires mais également sans pouvoir d'agir, passé au feu des critiques les plus virulentes.

Michel Offerlé : Nous avons pour cet ouvrage trois entrées. D'abord, il s'agissait de mener une sociologie des écritures ordinaires, populaires. Ensuite de comprendre ce que l'on fait de ce courrier dans le temps, en allant en deçà du mandat de François Hollande, sous Sarkozy mais aussi Mitterrand, et au-delà, celui d'Emmanuel Macron, avec un poids et un fonctionnement du service assez différents selon les époques. Enfin, d'engager une réflexion sur la manière dont les présidents peuvent savoir ce que pensent les citoyens ordinaires. Et sur la manière dont ces mêmes citoyens se représentent le président et l'institution présidentielle.

Julien Fretel : Nous avons essayé de dire, en filigrane, que ces lettres ne sont pas suffisamment lues, analysées, qu'on passe sans doute à côté de quelque chose, et que tout ce qui est « social » est le plus souvent considéré comme nul et non avenu dans les politiques de communication choisies.

Michel Offerlé : Nous nous sommes aussi appuyés sur les travaux concernant l'accès et la vie aux guichets administratifs. La grande différence tient dans le fait que le guichet de l'Élysée est un guichet sans contrainte, on ne remplit pas de bordereau, on ne donne pas son état civil, c'est un « texte libre » en quelque sorte...

N'y a-t-il pas un paradoxe, à voir la masse de courrier reçue, à parler sans cesse de crise de la représentation ? Malgré le discrédit de la fonction et des élu·es en général, beaucoup de Français et de Françaises continuent d'écrire au président.

Michel Offerlé : Il y a beaucoup de courrier mais seule une petite minorité des Français écrit. Cumulées sur un quinquennat, il s'agit de 800 000 à 1,2 million de lettres, sur un corps électoral de près de 48 millions de personnes.

Julien Fretel : On dénonce sans cesse l'impuissance du président tout en lui demandant instamment d'agir à propos de tout, effectivement. Dans ce million de lettres, certaines sont plus collectives que d'autres, au sens familial par exemple, les réponses sont parfois publicisées. L'ancien président américain Barack Obama disait que répondre à des lettres permettait de créer des communautés. Ces halos autour des lettres sont importants, d'autant plus qu'on a aujourd'hui un président de la République qui les médiatise, prend appui sur elles dans sa parole publique.

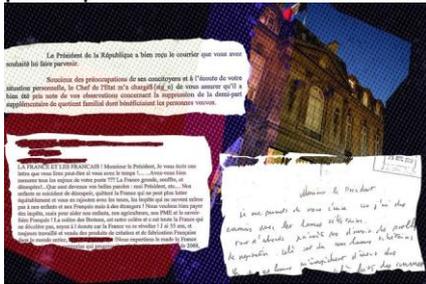
Dans une démocratie représentative, il y a d'autres rapports aux institutions politiques que les urnes

Julien Fretel

Michel Offerlé : Il y a, parmi les lettres étiquetées « requêtes » par le service, des lettres tactiques, écrites pour servir un dossier, des lettres sincères et des lettres qui démontrent une méconnaissance profonde de qui exerce le pouvoir, un point aveugle de la science politique. On peut feindre bien sûr de croire que le président peut tout faire, mais on peut aussi croire vraiment qu'il peut nous exonérer de nos impôts, faire

sauter une contravention ou nous éviter la prison. Ces lettres ont toutes droit à un accusé de réception souvent bref et sont pour la plupart aiguillées vers les services administratifs territoriaux.

Julien Fretel : Nous ne pensons pas qu'il y ait un réel paradoxe, mais souhaitons insister sur le fait que lorsqu'on pense cette question de la représentation, ne regardons pas que le vote, la rue, pensons aussi au « guichet », tel que celui du courrier de la présidence de la République. Dans une démocratie représentative, il y a d'autres rapports aux institutions politiques que les urnes. C'est un lien qui mérite d'être inséré quand on réfléchit à la relation entre les citoyens et leurs responsables politiques.



© Photo illustration Sébastien Calvet / Mediapart

Le terme de bulle est très souvent utilisé pour décrire l'univers dans lequel évoluent les présidents successifs. Or Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron ont eu un usage tout à fait différent de leur service de courrier. François Hollande faisant confiance à d'autres sources et notamment aux journalistes qu'il a assidûment fréquentés tout au long de son quinquennat, Macron allant jusqu'à faire du « data mining » pour saisir l'opinion. Peut-on imaginer que ces courriers constituent un canal en ligne droite entre le peuple et son président ?

Julien Fretel : Nicolas Sarkozy, en entretien, nous a redit avoir la conviction qu'il était capable de sentir le pouls de la France, indépendamment du courrier, même s'il avait demandé que l'on réponde à tous et toutes et demandé à rencontrer certains scripteurs et scripteuses. Il avait d'ailleurs de ce service un souvenir vague : pour lui, les gens qui écrivaient ou les gens qu'il croisait en déplacement, c'était un peu la même chose. Il a pu se lier d'amitié avec certains, éprouver de la compassion, mais n'a pas cherché à percer cette bulle par les courriers. François Hollande davantage, en lisant les courriers d'opinion mais aussi en cherchant à rencontrer les gens qui avaient écrit. Mais ça n'a pas vraiment marché car, invités à l'Élysée, les mécontents devenaient ravis et n'arrivaient plus à produire de critique.

Michel Offerlé : Pour sortir de la bulle élyséenne, il y a plusieurs possibilités : les sondages bien sûr, les contacts avec des journalistes et des « capteurs », les voyages, et les courriers. François Hollande regrettait beaucoup, à l'époque où il était en charge, le contact avec les gens comme il pouvait l'avoir en Corrèze. Une sorte de nostalgie des permanences, des marchés, et dont le courrier aurait pu constituer, en tout cas rétrospectivement, une sorte de « *comme si* ».

Julien Fretel : Pour François Hollande, il y avait effectivement courrier et courrier... Son habitude d'élu local le conduisait à signer beaucoup de lettres, pas tant des lettres d'opinion que les lettres dites des affaires réservées. Il avait cette habitude qui consiste à se mettre au bureau et à parapher. Emmanuel Macron lit plus attentivement les courriers et notamment les courriers d'opinion. Nous faisons l'hypothèse que ce dernier a cherché ainsi à comprendre ceux et celles qu'il représente, pour voir si telle ou telle mesure prise avait l'effet escompté. Certains des agents du service disent qu'il a cherché à apprendre « le métier de président » en partant à la découverte des

Français et Françaises qui écrivent.

À LIRE AUSSI

L'entreprise Macron, de la conquête à l'exercice du pouvoir

2 novembre 2019

François Hollande, monarque en son miroir

16 octobre 2016

Donc à corriger un ancrage local qu'il n'avait pas ?

Michel Offerlé : C'est encore le cas dans son interview accordée à TF1. Emmanuel Macron a rappelé l'épisode de la « grande marche », son côté homme neuf en politique, sans aucune implantation particulière dans un territoire. Le courrier lui permet de comprendre d'un peu plus près ce que peuvent penser, non pas les Français en général, mais les Français qui écrivent. Et il y a pris goût. Est-ce que c'est aussi par l'activation du chef de service du courrier qui, d'une certaine manière, veut aussi avoir une place à l'Élysée, dans un service traditionnellement et physiquement un peu à l'écart du Palais ?

Cela peut aussi évoquer la transposition des méthodes états-uniennes qui ont pénétré la politique française cette dernière décennie. Dans la manière dont Barack Obama raconte dans ses Mémoires qu'il s'astreignait à lire dix lettres par jour, mais aussi la façon qu'il avait de prendre appui sur les lettres pour ses réformes, il y a un air de famille... Et puis, le traitement par algorithmes donne une autre dimension aux courriers.

Julien Fretel : Le fait d'utiliser plus que d'autres ces courriers est assez cohérent avec la communication présidentielle déployée par Emmanuel Macron. Une communication la plus directe possible, qui passe par-dessus ou par-dessous certains corps médiatiques intermédiaires, qui passe aussi outre les journalistes politiques. Le parti En marche! a par ailleurs rassemblé en son sein pas mal de *data scientists* qui sont toujours à la recherche de données et de matières à croiser.

Par différents entretiens, nous savons qu'ils cherchent à territorialiser le plus possible les opinions émises, et à tenter de transformer les mots en sentiments à l'égard du chef d'État. Cette préoccupation est d'ailleurs partagée en partie avec les membres de La France insoumise, qui tentent eux aussi de modéliser ce qu'ils appellent les « événements improbables ».



Exemples de courriers (anonymisés) reçus par le service du courrier sous les trois derniers quinquennats. © Photo illustration Sébastien Calvet / Mediapart

Rentrons dans les lettres elles-mêmes. L'administration opère un tri. Ce tri paraît un peu subjectif et normatif. Les insultes et incohérences sont mises au panier, or l'on pourrait imaginer que cela a de la valeur, en tout cas qu'elles disent quelque chose politiquement du moment ou de la personne en poste ?

Julien Fretel : Nous aussi, en tant que chercheurs, avons demandé à lire ces lettres d'insultes, car nous pouvions supposer qu'il y avait là-dedans de la politique plus ou

moins conformée. Si ce sont des insultes menaçantes, les services peuvent enquêter, mais vous avez raison sur un point, l'institution présidentielle ne traite pas et n'analyse pas cette matière en tant que telle. Cependant, il y a une sorte de logique à ne pas traiter ces cas, car répondre à une insulte, c'est la recevoir presque solennellement, or beaucoup d'agents veulent également protéger l'institution.

Vous parlez également d'une « économie morale de la misère et de la lassitude » : ceux qui écrivent ont en général tout essayé. Cela donne en creux une image assez cruelle des services publics et de ce que vous appelez aussi « l'État concret ». Si tant est qu'on veuille prendre ce thermomètre en compte d'un point de vue politique...

Michel Offerlé : Nous avons fait cette première hypothèse dans un article d'AOC que les courriers, de Hollande à Macron, « *sentaient gilets jaunes* » pour une partie d'entre eux. Il y a effectivement une sorte de *continuum* entre la requête pure et simple – « *J'ai un problème avec mon fils* », « *J'ai un problème avec mon loyer* », etc. – et la requête où l'on ne parle pas seulement « en tant que » mais aussi « au nom de ». Les requêtes sont aussi de la politique même s'il n'y a pas de groupes formellement constitués derrière. Les lettres considérées comme des opinions demandent plus d'attention et de temps de traitement.

Julien Fretel : Nous prenons l'exemple d'une lettre qui finalement ne sera pas une lettre classée dans le bac « opinion ». Parce qu'en son sein il est question d'un problème administratif, donc le courrier est redirigé vers le service « requêtes ». C'est assez caractéristique de la manière dont les services ont été constitués avec une définition durcie et bien évidemment arbitraire de ce qui est social et de ce qui est politique.

Ce que nous devons reconnaître, c'est que les services du courrier y compris d'opinion vont alerter à plusieurs reprises Emmanuel Macron pour lui dire que les courriers se multiplient sur les 80 km/h, le prix de l'essence, le contrôle technique... D'ailleurs, si le service courrier a été renforcé sous Emmanuel Macron, nous pouvons faire l'hypothèse qu'il y a eu un avant et un après gilets jaunes. Ce service avait vu des choses avant que ne surgisse cette crise.

Ces mêmes services voient aussi directement dans les lettres qu'ils traitent les effets des petites phrases distillées par les présidents en poste...

Julien Fretel : Oui, ils soulignent que les petites phrases font mal et génèrent à chaque fois un paquet de lettres. Emmanuel Macron a regretté bien plus tard avoir utilisé cette formule, « *ceux qui ne sont rien* », et il est vrai qu'elle a été listée comme la phrase la plus malheureuse de la période. Sous François Hollande, les scripteurs signaient de plus en plus « *Un sans-dent* », ou « *Les sans-dents* », dans la même optique.

On demande des comptes par courrier à celui qui a été élu

Michel Offerlé

Michel Offerlé : Il y a une attention très forte d'une partie des Français au maintien de leur dignité. Quel que soit le président, il y a certaines phrases qui ont une durée de vie assez longue. Les « *sans-dents* » vont poursuivre Hollande et l'expression va perdurer jusque sous Macron.

Julien Fretel : Cela devient une sorte d'étiquette pour donner une présentation de soi, pour dire qu'on est modeste, qu'on vient « *d'en bas* », qu'on est négligé.

Le fait de signaler au président l'injustice que l'on vit soi-même s'accompagne souvent de la dénonciation de l'autre, « l'assisté », « l'étranger ». Vous reprenez d'ailleurs les mots du sociologue Olivier Schwartz sur la « pauvreté douteuse ». Pourquoi cela revient-il si fort dans le courrier ?

Michel Offerlé : Ces propos ne sont pas directement rattachés à une opinion politique clairement définie mais nous sommes là dans les eaux de la droite et du Front national.

Il y a toute une manière de se mettre en mots et de se présenter, comme un « *bon citoyen qui paye ses impôts* », qui travaille, qui se lève tôt, qui est honnête et fait ce que l'on attend de lui. Et puis une mise en cause de ceux qui « *profitent du système* ».

Julien Fretel : C'est aussi une manière de dire qu'on correspond à la définition de ce que l'on considère comme un bon patriote. Sous Nicolas Sarkozy, beaucoup disaient en préambule qu'ils se levaient tôt, qu'ils étaient honnêtes et pourtant qu'ils n'y arrivaient pas. Il y a bien sûr des formes de racisme, de l'homophobie aussi pendant le mariage pour tous notamment, l'étranger peut être la figure repoussoir mais ce sont également des modes de présentation de soi pour donner une force argumentative à sa lettre.

Michel Offerlé : À la lecture, nous ressentons aussi très fort le « Eux » et le « Nous ». « Eux » sont ceux qui vivent dans des palais, qui sont très grassement payés, et qui ne connaissent rien du tout à la vie quotidienne des individus. Même si cette conscience triangulaire n'est pas présente dans toutes les lettres. Certains sont au contraire dans une conscience de classe très nette, et reprochent – à François Hollande en particulier – « la trahison » sur les sujets économiques et sociaux. On demande des comptes par courrier à celui qui a été élu.



Exemples de courriers (anonymisés) reçus par le service du courrier sous les trois derniers quinquennats. © Photo illustration Sébastien Calvet / Mediapart

Vous parlez de « manifestations de papiers ». Il s'agit de faire passer, par des signes ténus ou un travail de sélection comme vont le faire des agents, ce que la rue ne montre pas, ou ce qu'elle dit mais sans être forcément entendue, ou ce que les médias ne regardent pas non plus ?

Julien Fretel : Certains de celles ou de ceux qui écrivent semblent avoir un niveau d'éducation faible ou très faible, présentant des niveaux importants de pauvreté. Ils et elles ont déjà dépensé beaucoup d'énergie à faire tout un tas de démarches administratives et ils et elles reprennent la plume alors même que ce n'est pas leur compétence première. Or c'est quand même un geste d'écrire au chef de l'État ! Il y a là quelque chose de l'ordre de la mobilisation individuelle, qui passe au travers de la sociologie des mobilisations qui sont par nature collectives.

Michel Offerlé : Les courriers qui remontent ne sont pas du tout représentatifs de la masse des courriers. On a fait une vérification statistique des courriers remontant au cabinet et éventuellement au bureau du président du point de vue de la graphie, de la grammaire... En général, ce sont des gens qui savent écrire, et pas le tout-venant. Et les courriels sont très surreprésentés par rapport aux courriers manuscrits.

Julien Fretel : Cela renvoie à ce que cette administration possède comme marge de manœuvre. Des agents prennent pour exemple une lettre d'infirmière superbe mais impossible à faire remonter, car trop longue... Ils tombent aussi parfois sur « une belle lettre », qu'ils veulent faire lire au président. Il faut donc penser cette administration de la correspondance du point de vue de ceux qui vont trier et répondre, qui procèdent aussi par anticipation, tentant d'avoir le président dans leur tête. Parfois les agents peuvent vouloir le bousculer, le rappeler à ses engagements. François Hollande

recevait toutes les semaines des courriers d'électeurs de gauche déçus parce que les agents considéraient que le président devait entendre ces critiques.

Le courrier semble enfin donner à voir les angles morts de la politique publique. Il y a beaucoup de lettres à certains moments du quinquennat Hollande sur les femmes battues, régulièrement aussi sur la fin de vie, des sujets qui peuvent finir à l'agenda mais qui ont d'abord fait masse dans le courrier.

Michel Offerlé : L'affaire Sauvage par exemple a fait remonter beaucoup de lettres sous François Hollande. Le service est plus aux aguets désormais sur les violences faites aux femmes, mais il y a longtemps eu la crainte de mettre « *le doigt dans l'engrenage* » et de ne pas trop impliquer le président, de ne pas déborder le cadre des attributions présidentielles, et c'est vrai dans tous les domaines.

Julien Fretel : Dans les requêtes, il y a un suivi vers les services sociaux, les agents cherchent à répondre avec précision et empathie. Ce qui n'a d'ailleurs pas toujours été le cas dans d'autres ministères, faute de moyens en partie, y compris dans celui de Marlène Schiappa lorsqu'elle était secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, ce qui peut laisser les agents très démunis et découragés face à certaines missives.

L'empathie mais aussi l'attitude de surplomb que peuvent avoir des agents du service se ressentent parfois dans l'écriture du livre, qui travaille un matériau d'écritures ordinaires. Cela a-t-il été un souci pour vous, de ne pas moquer involontairement les scripteurs et scripteuses ?

Michel Offerlé : Nous avons cherché la juste distance, en citant beaucoup de courriers, mais en évitant aussi l'aspect voyeur et ricanant. Nous voulions éviter le pathos, la dénonciation, mais permettre néanmoins de comprendre le ressort de l'écriture, pourquoi des gens potentiellement de tous les milieux sociaux peuvent à un moment écrire une lettre courte ou très détaillée, voire une carte postale au président. Les courriels sont désormais majoritaires.

Julien Fretel : Quand nous avons commencé à travailler, nous avons lu les premières lettres de bout en bout et tout de suite imaginé qui était derrière. Et puis, on finit par en lire des quantités et, comme les agents du service, nous avons surtout cherché à dégager des régularités en sortant de l'émotion. Nous avons aussi essayé de ne pas jouer les profs, à compter les fautes, même si par l'orthographe on essaie de saisir de manière sans doute vague des niveaux socio-culturels.

Dans la partie « requêtes », nous insistons sur le fait que les gens qui écrivent ont des corps qui vont mal, que la santé est beaucoup mise en avant. Ce qui est difficile, c'est de gérer cette masse de courriers et de réussir à s'appesantir sur des cas particuliers. Nous ne pouvions pas faire de nombreux portraits de scripteurs en raison des clauses de confidentialité, levées tardivement par François Hollande, ce qui nous aurait permis d'aller dans la chair de cette matière. Ce qui est présenté dans l'ouvrage a sans doute quelque chose de froid, des courriers et des écritures sans les mains de celles et ceux qui écrivent.

Mathilde Goanec